

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

direction  
départementale  
de l'Équipement  
Haute-Savoie



Le Préfet de la Haute-Savoie,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite

Arrêté DDE n° 2005. 1094

**Autorisation de reconstruction de la station d'épuration  
du SIABS à SALLANCHES et de rejet en Arve des effluents traités**

service  
environnement et  
équipement des  
collectivités locales  
Cellule environnement

VU le code de l'Environnement et notamment les articles L122-1 à L122-3 du chapitre II (études d'impact), L123-1 à L123-16 du chapitre III (enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement), L214-1 à L214-6 du chapitre IV (enquête publique au titre de l'eau et des milieux aquatiques);

VU la loi n°76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de son article 2 ;

VU le décret n°77.1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n°76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, codifiée (articles L122-1 à L122-3 du code de l'environnement), modifié par les décrets n°93.245 du 25 février 1993 et 95.22 du 9 janvier 1995;

VU le décret n°85.453 du 23 avril 1985 modifié par le décret 93.245 du 25 février 1993 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 codifiée ( articles L123-1 à L123-16 du code de l'environnement) ;

VU le décret n°93.742 du 29 mars 1993 modifié pris pour l'application de la loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée (article L214-3 du code de l'Environnement) ;

VU la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 et notamment les rubriques 2.2.0, 5.1.0 et 5.2.0 ;

VU le décret n°94.469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées;

VU les arrêtés ministériels du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et les modalités de surveillance ;

VU la demande en date du 26 janvier 2005 et les pièces du dossier dont elle est assortie, notamment l'étude d'impact, par lesquelles M. le président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de Sallanches (SIABS) sollicite l'autorisation de construire une station d'épuration intercommunale, sur le territoire de la commune de SALLANCHES, en remplacement de la station d'épuration actuelle et de rejeter en Arve, à la hauteur de la future station, les eaux épurées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.352 du 29 avril 2005 prescrivant une enquête publique dans la commune de SALLANCHES ;

VU le dossier d'enquête et le registre y afférent ;

VU les pièces constatant que :

- 1- l'avis d'enquête établi par mes soins a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département 15 jours avant l'enquête, soit le 12 mai 2005 et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit le 2 juin 2005 ;
- 2- le dossier d'enquête est resté déposé du 30 mai 2005 au 30 juin 2005 inclus, en mairie de SALLANCHES ;

VU l'avis de Mme la Conservatrice régionale de l'archéologie en date du 26 mai 2005 ;

VU le rapport et les conclusions motivées de M. le commissaire-enquêteur, favorables à l'opération, en date du 4 juillet 2005 ;

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de Bonneville en date du 25 juillet 2005 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 6 décembre 2005, chargé de la police des eaux de l'Arve ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 20 décembre 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

## **ARRETE**

### **Article 1er - Objet de l'autorisation.**

Le SIABS (siège : 249 chemin du Bois Noir – 74700 SALLANCHES) est autorisé à construire une station d'épuration intercommunale, sur le territoire de la commune de SALLANCHES, en rive gauche de l'Arve, en remplacement de la station d'épuration existante, conformément au dossier soumis à l'enquête publique. Est également autorisé le rejet des effluents traités dans l'Arve, en rive gauche à la hauteur de la station d'épuration (Code hydrologique de la zone du rejet V00520).

La station d'épuration traitera les effluents des communes de COMBLOUX, CORDON, DEMI-QUARTIER, DOMANCY et SALLANCHES.

La station d'épuration actuelle de CORDON sera mise hors service dès la mise en fonctionnement de la nouvelle station de SALLANCHES et réalisation du collecteur de raccordement.



## Article 2 - Conditions techniques imposées à l'établissement des ouvrages.

### 2.1. Dispositions générales.

Les ouvrages seront conçus, implantés et entretenus régulièrement de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux. Les bassins seront parfaitement étanches.

La station d'épuration sera entourée d'une clôture empêchant l'accès aux personnes non autorisées.

### 2.2. Système de collecte.

Les réseaux d'assainissement aboutissant aux ouvrages de traitement sont unitaires pour les plus anciens et de type séparatif pour les plus récents. Les extensions devront être réalisées en mode séparatif.

Déversoirs d'orage :

Les principaux déversoirs d'orages existants sur les réseaux sont :

Commune	N°	Localisation	Milieu récepteur
Demi-Quartier	DO1	Amont comptage (proche RN 212)	Torrent d'Arbon
Cordon	DO2	STEP communale	Torrent de la Croix
Combloux	DO3	Sous Paulet	Torrent d'Arbon
	DO4	Poste de comptage du Cruet	Torrent d'Arbon
Sallanches	DO5	Surverse amont STEP	Arve
	DO6	Rue de Vouilloux	Réseau EP
	DO7	Rue Antoine Pissard	Réseau EP puis la Sallanches
	DO8	Avenue de St Martin	La Sallanches
	DO9	Av St Martin/av A Lasquin	Arve
	DO10	Place Grenette	La Sallanches
	DO11	Route de Mégevette	La Sallanches
	DO12	Rue Charles Viard	Réseau d'EP
	DO14	Rue des Trois lacs	La Biallère
	DO15	Les Choseux, RD Arve	Arve
	DO16	RD de l'Arve	Arve
	DO18	Route de St Martin	Arve
	DO19	Vers stade St Martin	Arve
	DO20	Chemin du Maquis	La Sallanches

Ces déversoirs seront réglés de façon à supprimer les rejets au milieu naturel par temps sec.

### 2.3. Système de traitement :

#### 2.3.1 Filière « eau » :

La station d'épuration comportera successivement :

- . le dégrillage puis le relevage de effluents (capacité 1800m<sup>3</sup>/h),
- . le dessablage / dégraissage (capacité 1800m<sup>3</sup>/h),
- . un décanteur primaire (capacité 1800m<sup>3</sup>/h),,
- . le traitement biologique de type boues activées (4 bassins) de capacité 1000m<sup>3</sup>/h.

Pour les excédents de temps de pluie (800m<sup>3</sup>/h) : en sortie de la décantation primaire, ils seront dirigés vers les comptages de sortie puis le milieu naturel.

. Les dispositifs d'autosurveillance amont (débit/qualité), aval (débit/qualité) et des By-pass.

. Le rejet en Arve par écoulement gravitaire au moyen d'une canalisation en fonte de 700 mm de diamètre.

### 2.3.2 Filière « boues » :

Elle comportera :

- Extraction – épaissement sur 2 tambours,
- Un stockage intermédiaire,
- Un digesteur permettant de stabiliser les boues et réduire le volume,
- Déshydratation par 2 centrifugeuses avant envoi vers unité de stockage.

Leur élimination s'effectuera par incinération.

### 2.4. Déchets de station.

Les refus de prétraitement seront :

- envoyés en incinération pour la partie solide incinérable (refus de dégrillage),
- envoyés en décharge autorisée pour les sables ou déchets solides non incinérables,
- envoyés en centre de récupération ou d'élimination pour les déchets liquides ou pâteux (huiles, graisses ...).

### 2.5. Réduction des nuisances.

#### 2.5.1. Ventilation - désodorisation :

Les zones de prétraitements (réception des eaux, dégrillage, dessablage), de répartition et de traitement des boues, y compris stockage, seront couverts, ventilés et désodorisés. La désodorisation sera assurée par voie chimique.

2.5.2. Bruits : Les ouvrages seront construits, équipés et exploités de façon à ce qu'ils ne puissent être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les locaux spécialement affectés à l'implantation de machines bruyantes seront isolés phoniquement.

### 2.6. Stockages.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à 100% de la capacité du réservoir. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les stockages de déchets doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

### 2.7. Sécurité.

Un groupe électrogène devra être installé sur le site. Il permettra de secourir au moins les prétraitements.

### 2.8. Rejet au milieu naturel des eaux traitées :

Les eaux épurées seront rejetées dans l'Arve, en rive gauche au droit de la station d'épuration au moyen d'une canalisation de 700mm de diamètre. Cette canalisation sera stabilisée par une tête d'aqueduc sur des enrochements. Un diffuseur en béton assurera une bonne dispersion dans les eaux de l'Arve.

## **Article 3 - Conditions techniques imposées au rejet de la station et à l'usage des ouvrages.**

### 3.1. Conditions générales.

#### **Température.**

La température doit être inférieure à 25°C



pH.

Le pH doit être compris entre 6 et 8,5

**Couleur.**

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration du milieu récepteur.

**Substances capables d'entraîner la destruction du poisson.**

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre à 50 mètres du point de rejet.

**Odeur.**

L'effluent ne doit dégager avant et après cinq jours d'incubation à 20°C aucune odeur putride et ammoniacale.

### 3.2. Conditions particulières.

#### a) Capacité nominale de la station :

La station sera dimensionnée sur les bases suivantes :

Charges hydrauliques :

Débit moyen temps sec .....	515 m3/h
Débit pointe temps sec .....	800 m3/h
Débit pointe temps de pluie .....	1800 m3/h
Volume journalier de temps sec .....	12315 m3/j
Volume pointe temps pluie traité .....	13815 m3/j

Charges polluantes :

Paramètres	Temps sec	Temps de pluie
DCO	7080 kg/j	8640 kg/j
DBO5	3175 kg/j	3468 kg/j
MEST	3550 kg/j	5793 kg/j
NTK	700 kg/j	856 kg/j
Pt	115 kg/j	127 kg/j

La station aura une capacité de 53000 EH.

#### b) Flux de pollution à ne pas dépasser :

Les charges journalières polluantes résiduelles en sortie de station n'excéderont pas les valeurs suivantes (temps sec) :

Paramètres	Kg/jour
DBO5	572
DCO	1770
MES	431
NTK	99

#### c) concentration maximale à l'issue de la station ou rendement minimal.

(sur échantillon moyen journalier non filtré, non décanté).

Jusqu'à un débit de 1000m3/heure :

Paramètre	Concentration maximale	rendement minimal
DBO5	25 mg/l	82 %
DCO	125 mg/l	75 %
MES	35 mg/l	90 %
NTK	8 mg/l	90 %

Pour un débit compris entre 1000m<sup>3</sup>/heure et 1800m<sup>3</sup>/heure :

Paramètres	Rendement minimal
DBO5	60 %
DCO	65 %
MES	85 %
NTK	12 %

Tolérance par rapport aux paramètres DBO5, DCO et MES :

Ces paramètres seront jugés conformes si le nombre annuel d'échantillon moyen journaliers non conformes aux valeurs du tableau ci-avant ne dépasse pas les seuils du tableau suivant :

Paramètres	Nbre maximal d'échantillons non conformes dans l'année	valeurs réhabilitaires
DBO5	9	50 mg/litre
DCO	9	250 mg/litre
MES	9	85 mg/litre

#### **Article 4 – Mesures concernant la période de chantier.**

Pendant la construction de la nouvelle station, et jusqu'à sa mise en service les effluents continueront à être traités en permanence par la station actuelle. En cas de nécessité absolue, notamment pour les phases de raccordement sur la nouvelle station, la durée de l'arrêt du traitement sera limitée le plus possible. Les dates seront choisies en accord avec le service police de l'eau, en évitant les périodes d'étiage de l'Arve.

#### **Article 5 – Prescriptions générales.**

Toute modification du traitement des effluents devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

#### **Article 6 – Durée de l'autorisation.**

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2025. Elle cessera de plein droit à cette date si elle n'est pas renouvelée.

#### **Article 7 – Caractère de l'autorisation.**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit l'administration décidait dans un but d'intérêt général, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.



Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation peut être révoquée à la demande du service chargé de la police des eaux en cas de cession irrégulière à un tiers ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

#### Article 8 - Réserve des droits des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 9 - Notification.

Toutes les notifications seront faites au siège du SIABS. En cas de changement d'adresse et faute par le pétitionnaire d'avoir fait connaître sa nouvelle adresse, toutes les notifications seront valablement faites à la mairie de la commune de SALLANCHES.

#### Article 10 - Contrôle des installations des effluents et des eaux réceptrices.

10.1 - Le permissionnaire devra assurer le contrôle du rejet de la station d'épuration conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 22 décembre 1994 et aux spécifications particulières ci-après.

10.1.1 - Les eaux usées seront analysées avant et après traitement à partir d'un prélèvement effectué proportionnellement au débit sur une période de 24 heures. La fréquence des analyses et les paramètres à doser seront les suivants :

Paramètres	Nbre de mesures par an
MEST	104
DBO5	104
DCO	104
NH4	24
NTK	24
NO2	24
NO3	24
PT	24

Le débit sera enregistré en continu en entrée et en sortie de station. Une mesure des débits sera également mise en place sur le by-pass en tête de station et sur les by-pass internes.

10.1.2 - Suivi de l'impact du rejet de la station sur le milieu naturel : Les eaux du milieu naturel (L'Arve), en des points implantés en accord avec le service police de l'eau, feront chaque année l'objet des analyses suivantes :

Analyse physico-chimique sur un point amont et sur un point aval du rejet : deux analyses journalières, dont une durant la forte charge journalière, seront effectuées, pendant les vacances scolaires de décembre et pendant celles de février à partir d'un échantillon instantané pour les paramètres suivants :

Paramètres	Point amont rejet	Point aval rejet
MEST	X	X
DBO5	X	X
DCO	X	X
NTK	X	X
NH4	X	X
PO4	X	X
PT	X	X

Analyse bactériologique sur un point amont et sur un point aval du rejet : une analyse mensuelle de juillet à septembre inclus à partir d'un échantillon instantané portant sur les paramètres suivants :

Coliformes totaux : nbre/100ml  
 Escherichia Coli : nbre/100ml  
 Entérocoques : nbre/100ml

10.1.3 – L'exploitant tiendra à jour un registre mentionnant la quantité de boues produites et leur destination. Il procédera aux mesures fixées par l'annexe 1 de l'arrêté interministériel du 22 décembre 1994.

10.2 - Le permissionnaire devra assurer le contrôle des déversoirs d'orages conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 22 décembre 1994 et aux spécifications particulières suivantes :

- mesure en continu du débit et estimation de la charge polluante (MES, DCO, DBO5, PT, NTK) déversée par temps de pluie dans le milieu naturel pour les ouvrages situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique de temps sec supérieure à 10000 Eq/Habitant.

- estimation des périodes de déversement et des débits rejetés pour les ouvrages situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique de temps sec comprise entre 2000 Eq/Habitant et 10000 Eq/Habitant.

10.3 - L'Administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et aux réglementations en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation et à la charge exclusive du permissionnaire sans limitation.

Pour ce faire, le permissionnaire doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expérience utiles et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires. Les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision. L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

10.4 - Le pétitionnaire sera tenu d'adresser sous forme de bilan mensuel au service de police de l'eau et à l'Agence de l'eau RMC les résultats de l'autosurveillance prescrite aux § 10.1 et 10.2. Les résultats des analyses bactériologiques seront également transmis à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Dans le cas de dépassement des seuils autorisés, la transmission des résultats sera immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées ; les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision.



### Article 11 – Délais et voies de recours.

Ainsi que prévu à l'article L214-10 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Grenoble) :

- par le demandeur, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de 4 ans à dater de sa publication au recueil des actes administratifs.

### Article 12 - Notification et publicité.

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Un extrait de cet arrêté, comportant les principales prescriptions auxquelles le rejet est soumis, sera affiché pendant un mois en mairie de SALLANCHES.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées au rejet peuvent être consultées, sera publié par les soins des services de la Préfecture (Direction Départementale de l'Équipement - SEECL/CE) aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

### Article 13 - Exécution.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,  
 - Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de Sallanches (SIABS),  
 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,  
 - M. le Maire de la commune de SALLANCHES,  
 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Bonneville,,
- MM. les Maires des communes de COMBLOUX, CORDON, DEMI-QUARTIER, DOMANCY,
- M. le Président du Tribunal Administratif de Grenoble,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement.
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse,
- M. le Président du Conseil Général (Cellule de l'Eau),

Annecy, le 29 DEC. 2005

LE PRÉFET

Rémi CARON